Vers une Europe autoritaire et ghettoïsée

Article rédigé par *Liberté Politique*, le *26 février 2016*

La conjonction de vagues migratoires hors de contrôle, d'attentats terroristes de grande ampleur et d'une restriction des libertés (loi sur les écoutes, état d'urgence) allant jusqu'à une réforme de la constitution qui inquiète même le Conseil de l'Europe, pourrait bien dessiner les traits de l'Europe vers laquelle nous allons : ghettoïsée, conflictuelle et autoritaire.

Les tenants de la société multiculturelle pensent que la diversité des communautés allogènes implantées dans les pays européens constituera un enrichissement pour le pays d'accueil par la multiplication d'échanges et le croisement des cultures qu'elle suscitera, pouvant aller jusqu'au métissage. Cela est vrai, au moins en partie, quand les dites communautés ne sont qu'une petite minorité, trop réduite pour rester dans l'entre-soi et pour apparaître comme une menace. Chacun de ses membres a de fortes chances de rencontrer, à l'école, sur les stades ou au travail des autochtones et de s'assimiler à leur mode de vie. Les autochtones ne sentant pas leur primauté remis en cause, se montrent accueillants et ouverts aux échanges. Il n'en est plus de même quand les dites communautés se font nombreuses. Les nationaux ont moins envie d'échanger. Les immigrés ou fils d'immigrés ont moins de chances de les rencontrer notamment dans des classes devenues monocolores. En France, la reprise de la fécondité immigrée depuis quinze ans laquelle s'était jusque là plus ou oins normalisée, est un marqueur de la communautarisation, de pair avec la préférence des mâles pour des femmes qu'ils font venir du pays, plus dociles que leurs voisines de palier. Au terme : une société d'apartheid telle que l'Allemagne en montre l'exemple depuis longtemps: à Berlin il n'y a pas d'Allemands dans les quartiers turcs et très peu de Turcs dans les quartiers allemands. Plus les populations immigrées seront importantes, plus la séparation sera grande.

Des tensions prévisbles

Les relations de ces communautés seront, qu'on le veuille ou non, conflictuelles. Sans doute, le nombre de musulmans impliqués dans les actes terroristes est-il infime par rapport à leur nombre total: 1 sur 1000 si on se réfère au fichier S, lui même très extensif et qui comprend d'ailleurs aussi des convertis. Mais ces actes auront statistiquement et toutes choses égales par ailleurs deux fois plus de chances de se produire si la population allogène devient deux fois plus nombreuse. Ils contribuent et contribueront à durcir les relations intercommunautaires, à entretenir la méfiance et l'hostilité dont les effets seront seulement tempérés par la séparation des communautés. En outre le terrorisme n'est pas la seule forme de l'agressivité réciproque des communautés: la délinquance ordinaire, les "incivilités" ou alors les réflexes d'autodéfense des autochtones y contribueront aussi.

Malgré les exemples de pays comme le Liban, la Bosnie, Ceylan qui montrent que des communautés religieuses d'importance comparable[1] ne peuvent coexister longtemps de manière pacifique, on peut penser que ce n'est pas ce genre de guerre ouverte qui menace immédiatement l'Europe. Mais, comme l'a montré Pierre Manent[2], la démocratie ne peut prospérer que dans une communauté relativement homogène On peut craindre que l'hétérogénéité au contraire lui soit fatale. C'est une loi historique que plus une société est hétérogène, plus il faut un pouvoir fort pour y maintenir la paix civile.

Menaces sur les libertés

On ne voit que trop comment un pouvoir socialiste qui proclame à tout va son attachement aux valeurs républicaines, conforte chaque jour sa légitimité par une gesticulation sécuritaire qui entretient la psychose de l'attentat et habitue insensiblement les esprits à un régime d'exception. S'il est vrai que des failles dans le dispositif policier ont fait obstacle à ce que les attentats de Charlie et du Bataclan aient été détecté à temps, personne n'a considéré que ces failles provenaient de lacunes juridiques, seulement de dysfonctionnements des services. Il est probable que leur vigilance ayant été aiguisée par les évènements, ils mettront un point d'honneur à mieux prévenir les attentats et donc à diminuer les risques que court la population. Il reste qu'avec l'état d'urgence, tout citoyen français peut craindre de voir au milieu de la nuit débarquer la police chez lui pour y effectuer une perquisition sans mandat judicaire. Il est aussi vrai que depuis la loi du 24 juillet 2015 sur le renseignement, la plupart des gens font attention au contenu de leurs courriels craignant qu'ils ne soient interceptés et utilisés contre eux. Ces moyens juridiques d'exception ont été notoirement utilisés contre des personnes, écologistes, identitaires ou autres qui n'avaient rien à voir avec les réseaux terroristes. Sans aucune nécessité, on veut réformer la constitution alors même qu'une démocratie forte devrait garder ses lois fondamentales sauves quelles que soient les circonstances[3].

S'il est vrai, comme on le dit, que les évènements que nous avons vécus ne sont rien à côté de ceux qui nous attendent (il faut espérer le contraire !), alors les restrictions de libertés que nous aurons à connaitre dans le futur seront encore plus considérables.

Cela ne concerne pas que la France. Une fois l'euphorie de la politique d'accueil de Merkel passée, qui sait ce que nous réserve ce pays dont les oscillations extrêmes ont déjà ébranlé l'Europe ?

Il est des gens, en France et en Europe, qui imaginent qu'une politique d'accueil large et généreuse rendra les gens meilleurs et la société plus prospère et démocratique, qu'elle fera progresser les droits de tous à commencer par ceux des migrants. Certains sont même prêts à faire émerger cette société vertueuse par la force d'une loi impitoyable au moindre écart de langage. Ils devraient être refroidis par les perspectives qui se dessinent. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire contemporaine que les bons sentiments amènent des catastrophes; c'est même plutôt là la règle que l'exception. Nos anticipations ne découlent de rien d'autre que d'une connaissance objective de la dynamique des sociétés de tous les temps et de l'extrapolation de ce qui se passe sur notre sol depuis quelques mois.

Roland HUREAUX

[1] Ce qui ne veut pas dire un poids démographique équivalent. Le nombre d'adeptes actifs de chaque groupe, ses appuis extérieurs, importent aussi

[2] Pierre Manent, *La Raison des nations : Réflexions sur la démocratie en Europe*. Gallimard, collection "l'esprit de la cité", 2006.

[3] Ce qui fut le cas de la IIIe République en guerre de 1914 à 1918 ou des Etats-Unis jusqu'au 11 septembre 2001